

# GRAND CALAIS

Terres & Mers



## **Marchés Publics de Services**

### **Location de bâtiments modulaires pour la base de chars à voile**

#### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**(C.C.A.P.)**

# Cahier des Clauses Administratives Particulières

## Article premier - Objet, forme et durée du marché

### 1.1 - Objet des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

**Location de bâtiments modulaires pour la base de chars à voile**

### 1.2 - Tranches et Lots

Non Alloti

### 1.3 - Forme du marché

Accord cadre mono attributaire à bons de commande sans minimum et avec un maximum de commandes sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande et passé dans le cadre des dispositions de l'article 78 – I alinéa 3 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Pas montant minimum

Montant maximum : 50 000 € HT par an

### 1.4 - Durée du marché

Le marché commence à la date de notification du marché pour une durée de 1 an, reconductible 3 fois 1 an.

La personne publique prend par écrit la décision de reconduire ou non le marché. En cas de reconduction, le titulaire du marché est tenu d'accepter la décision qui lui est notifiée.

La décision prise par la personne publique est notifiée au titulaire, au plus tard 30 jours avant la date d'expiration de la période en cours.

Lorsque ce terme est atteint sans que la personne publique ait signifié au titulaire sa décision, celui-ci peut solliciter la reconduction du marché. En cas de silence gardé par la personne publique à l'expiration du marché, ce dernier n'est pas reconduit.

## Article 2 - Documents contractuels

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ◆ l'acte d'engagement ;
- ◆ le cahier des clauses administratives particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- ◆ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- ◆ Le bordereau des prix unitaires ;
- ◆ le détail quantitatif et estimatif d'aide à la décision
- ◆ le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services,

## Article 3 - Délai d'exécution

Les délais d'exécution seront indiqués sur les bons de commande.

## Article 4 – Obligations

### 4.1 – Protection de la main d'oeuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur dans un délai de 10 jours.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

## 4.2 – Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

## 4.3 – Obligations relatives à la sous traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 62 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et des articles 133 à 137 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 32.1 du CCAG FCS).

#### 4.4 - Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### Article 5 - Conditions de livraison

#### 5.1 - Bons de commande

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du marché
- numéro et date du bon de commande
- adresse de livraison
- adresse de facturation
- désignation des prestations
- délais maximum de livraison
- montant total hors taxes de la commande
- taux et montant de la TVA
- montant total TTC

#### 5.2 - Emballage

Sans objet.

#### 5.3 - Transport

Sans objet

#### 5.4 - Mode de livraison

Aucune disposition particulière.

#### 5.5 - Lieu de livraison des fournitures

Les lieux de livraison des fournitures se situent à l'adresse suivante :

**Base de chars à voile**  
**Avenue de la Mer - 62 730 Hemmes de Marck**  
**Autres sites situés sur le périmètre communautaire**

#### 5.6 - Surveillance en usine

Aucune disposition particulière.

#### 5.7 - Opérations de vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison ou de l'exécution des prestations dans les conditions prévues aux articles 22 à 24 du CCAG FCS.

## 5.8 - Décisions après vérification, l'admission :

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG FCS, par Madame la Présidente de la Communauté d'Agglomération.

## Article 6 - Garantie technique

La prestation ne fait pas l'objet d'une garantie technique.

## Article 7 - Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

## Article 8 - Marchandises remises au titulaire

Aucune marchandise appartenant à l'administration n'est remise au titulaire.

## Article 9 - Prix

### 9.1 - Forme des prix

Les prestations sont rémunérées par un prix forfaitaire, suivant les montants indiqués dans le BPU.

### 9.2 - Variation des prix

#### 9.2.1 - Mois d'établissement du prix du marché

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de mai 2017.

#### 9.2.2 - Type de variation des prix

Les prix sont stipulés fermes jusqu'au dernier jour de la période en cours.

Les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire de la réception de l'installation modulaires par application de l'indice de référence des loyers publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).

En cas de reconduction du marché, les prix sont révisés par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = 0,15Pm0 \times 0,850 (IRL / IRL0) Pm0$$

Dans laquelle :

- ◇ **P** est le prix de règlement applicable pour la nouvelle période.
- ◇ **Pm0** est le prix de la location initial
- ◇ **IRL** dernier indice de référence des loyers connu à la date anniversaire de la réception de l'installation des bâtiments **modulaires par application de l'indice de référence des loyers publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE)**
- ◇ **IRL** dernier indice de référence des loyers connu à la date limite de reception des offres.

#### **Arrondis :**

Lors de la mise en oeuvre de la formule de mise à jour de prix, les calculs intermédiaires sont effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- ◇ si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- ◇ si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La variation de prix ne pourra excéder les 3% par rapport aux montants initiaux du marché.

## Article 10 - Délai de paiement

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

**Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers**  
**Direction des Ressources Financières**  
**76 Boulevard Gambetta - CS 40 021**  
**62 101 CALAIS CEDEX**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement.

### **Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

## Article 11 - Avance

Sans objet

## Article 12 - Rythme des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G. FCS.

## Article 13 - Droit, Langue, Monnaie

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Les inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché sont en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que la personne publique lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes.

*"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché ayant pour objet : Location de bâtiments modulaires pour la base de char à voile. Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance."*

## Article 14 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, les dispositions relatives aux pénalités sont les suivantes :

- **Pénalités pour retard dans la livraison et installation des modulaires**

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G., le titulaire subit, en cas de retard dans l'exécution des prestations la pénalité journalière de **250 €/HT**.

## Article 15 - Formation

Sans objet.

## Article 16 - Résiliation du marché

Les clauses des articles 29 à 36 du C.C.A.G. sont applicables.

## Article 17 - Dérogations au CCAG

L'article 14 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG de fournitures courantes et de services.